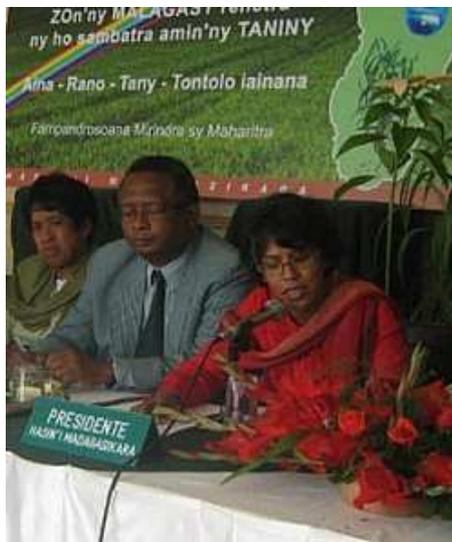


Madagascar : Des femmes et des réseaux

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste – 08/06/10



Saraha Georget Rabeharisoa du parti Vert «Hasin'i Madagasikara» a donc ouvert le bal le 5 juin devant un aréopage de politiciens et de quelques diplomates. La formation participerait aux législatives et aux présidentielles. Une réception conviviale a permis d'exposer le projet de société devant l'ensemble des représentants des autres sensibilités politiques. Le volet écologie et protection des ressources est bien présent mais aussi l'éthique dans la gouvernance, avec la volonté de rompre avec la corruption et autre népotisme. Cette transparence dans le programme à mettre en œuvre est la norme en Europe et dans les nations démocratiques. Elle est innovante, par contre, pour la Grande Ile où, en général, les politiciens se contentent «d'arroser» pendant la campagne en distillant de vagues et fumeuses promesses. Exit donc les PPN (Produits de première nécessité : riz, sucre, farine, huile...) qui vont baisser miraculeusement de prix, les 35.000 logements sociaux par an jamais construits ou les frigos détaxés pour tous les ménages...

Hormis la rupture avec la démagogie, cette annonce sonne aussi comme un renouveau puisque Saraha Georget représentera son parti aux présidentielles. Elle s'attaque ainsi à un bastion masculin. La pionnière en la matière fut Elia Ravelomanantsoa lors du scrutin de 2006 puisqu'elle fut la première femme à tenter de briguer ce poste dans l'histoire du pays. Avec ses 2,56% des voix, elle obtiendra un succès d'estime et surclassera des candidats dont certains occuperont des hautes responsabilités au sein de la HAT (Haute autorité de transition).

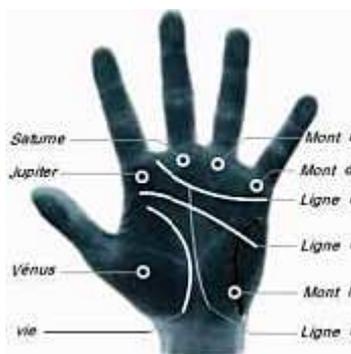
Une autre femme commence aussi à faire parler d'elle. Il s'agit de Mialy Rajoelina, la femme d'Andry Rajoelina, le président de la HAT. Depuis que ce dernier a annoncé son retrait de la course à la présidence, son épouse est montée au créneau en investissant le champ humanitaire dans les traces, sinon sur les plates-bandes, de Nadine Ramaroson, la populaire ministre de la population reconduite à son poste. Si ses actions contribuent à rendre un peu plus sympathique l'image du couple, cette reconversion sur le tard dans l'aide aux plus nécessiteux ne serait pas suffisante pour retourner l'opinion. Mialy Rajoelina a autant de chances que son mari de devenir présidente dans une élection régulière et transparente : à peu près égale à zéro.

D'autres noms sont aussi avancés comme celle de l'éphémère ministre de la communication, Nathalie Rabe, limogée pour n'avoir pas été assez «musclée» dans les conflits opposant le régime aux journalistes. Libérée de son devoir de réserve, elle pourrait prendre sa revanche par les urnes. Yvette Sylla, veuve de l'ancien Premier ministre, Albert Sylla, veut conjurer le sort en se lançant à son tour dans l'arène politique. Elle a monté son parti, «Madagasikara Mandroso», dont l'acronyme très franco-malgache, MaMan, est déjà tout un programme. La population est en effet tellement traumatisée qu'elle a plus besoin de sollicitude maternelle que de combats bien virils où les «héros» tabassent toujours les plus faibles et des civils désarmés. Yvette Sylla a fait part de son intention de solliciter les suffrages des électeurs (et électrices).

Bien entendu, il y a pléthore de prétendants masculins à la magistrature suprême dont certains ont sans doute bien moins de qualités que les descendantes d'Eve. Mais depuis la success story d'Andry Rajoelina, beaucoup se sont mis à rêver. Marc Ravalomanana aimerait faire son come-back. La HAT tremble à son retour comme si sa réélection était assurée. Grâce à ses millions de dollars, il pourrait acheter tout le monde assurant les putschistes. Et pourtant, rien n'est moins sûr. Même dans une élection très ouverte, il a peu de chances de rempiler. Ses abus de pouvoir ne sont pas oubliés, sa fuite et ses multiples promesses de retour non tenues ne lui ont pas donné l'image d'un homme extrêmement courageux, y compris auprès de ses propres partisans. Etre légaliste ne signifie pas forcément vouloir un troisième mandat pour l'ex-président...

En fait, pour la première fois, une femme peut devenir chef de l'état car le moment s'y prête. En matière de gestion, on peut difficilement faire pire que cette année HAT : corruption à grande échelle, y compris au sein de présidence, violations des droits de l'homme, insécurité, impunité des maffiosi en uniforme ou en col blanc, sanctions internationales... L'Union Européenne vient encore de confirmer ce 7 juin le gel de près de 500 millions d'Euros d'aide à cause du «transfert de pouvoir par la force» du 17 mars 2009. Les Malgaches veulent changer d'air.

Nonobstant toutes ces difficultés, Andry Rajoelina veut marquer l'histoire et le 5 juin, au cours d'une cérémonie à l'organisation calamiteuse, il s'est fait présenter l'hymne et un logo pour le 50^{ème} anniversaire de l'indépendance. Mais que faisaient sur l'emblème ces deux mains ouvertes sur Madagascar, se demandaient beaucoup ? En plus d'être moches, elles n'ont rien à voir avec le zébu, le ravinala, le papango (rapace) ou lémurien, symboles traditionnels de la Grande Ile et leur signification n'est pas évidente, à part peut-être pour dire que Madagascar est entre de bonnes mains.



Cette question rejoint finalement un sujet de conversation qui agite autant ceux qui sont dans l'orbite du pouvoir que les analystes : l'implication de la franc-maçonnerie dans le soutien au régime.

Loin des préoccupations de la grande masse occupée à survivre, toutes les théories s'échafaudent, noyées dans une bonne dose de préjugés. Réelle ou fantasmée, une telle chose ne devrait pourtant pas étonner ceux qui suivent les affaires franco-africaines. Les présidents du Gabon Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso du Congo et Idriss Debi du Tchad ont tous appartenu à la GLNF (Grande loge nationale française), située à droite de l'échiquier politique.

Omar Bongo affichait sans complexes son appartenance à la franc-maçonnerie contrairement à d'autres chefs d'état. La devise de son parti, le PDG (Parti démocratique gabonais), «Dialogue, Tolérance, Paix» reprend les noms de loges. Le titre du journal de cette formation, «Dialogue» y fait aussi référence et son logo, la main, est un des symboles maçonniques (qui renvoie à la chiromancie et aux lignes de vie de la main). Le fils d'Omar Bongo, Ali Bongo, a été intronisé « Grand maître de la loge du Gabon » (GLB) par François Stifani, lui-même «Grand maître» de la GLNF le 31 octobre 2009 après son accession au pouvoir, suite à sa victoire aux présidentielles du 20 août 2009.

Andry Rajoelina aurait ainsi exploré à toute vitesse tous les réseaux : françafrrique, branche réactionnaire catholique, franc-maçonnerie... Le précepte maçonnique «Je te protège, tu me protèges» est d'autant plus intéressant pour un pouvoir que sa légitimité ne repose pas sur le principe démocratique des élections. Les dirigeants de l'Afrique francophone pourraient en témoigner. Les loges africaines traînent une réputation sulfureuse, contrairement à leurs homologues européens. Des chefs d'état connus, des responsables de services secrets ou de médias importants suivent ce mouvement philosophico-spirituel. Cela peut toujours servir pour venir à la rescousse d'un «frère» en difficulté... Mais les francs-maçons ont aussi souvent des idéaux et des principes...heureusement !

Photo 1 : Saraha Georget Rabeharisoa, candidate à la Présidence (Sobika)

Photos 2, 3, 4 : Logos du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance, du Parti Démocrate Gabonais et illustration d'un article sur la chiromancie. Madagascar entre de bonnes mains. Lesquelles : celles de la Françafrique, de la franc-maçonnerie... ?

Pour ceux qui s'intéressent aux interconnexions des réseaux francs-maçons, français-français et des pouvoirs en Afrique, on peut recommander un livre, déjà ancien mais retraçant bien l'histoire : «Affaires africaines», Pierre Péan, Ed. Fayard, 1983.

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>